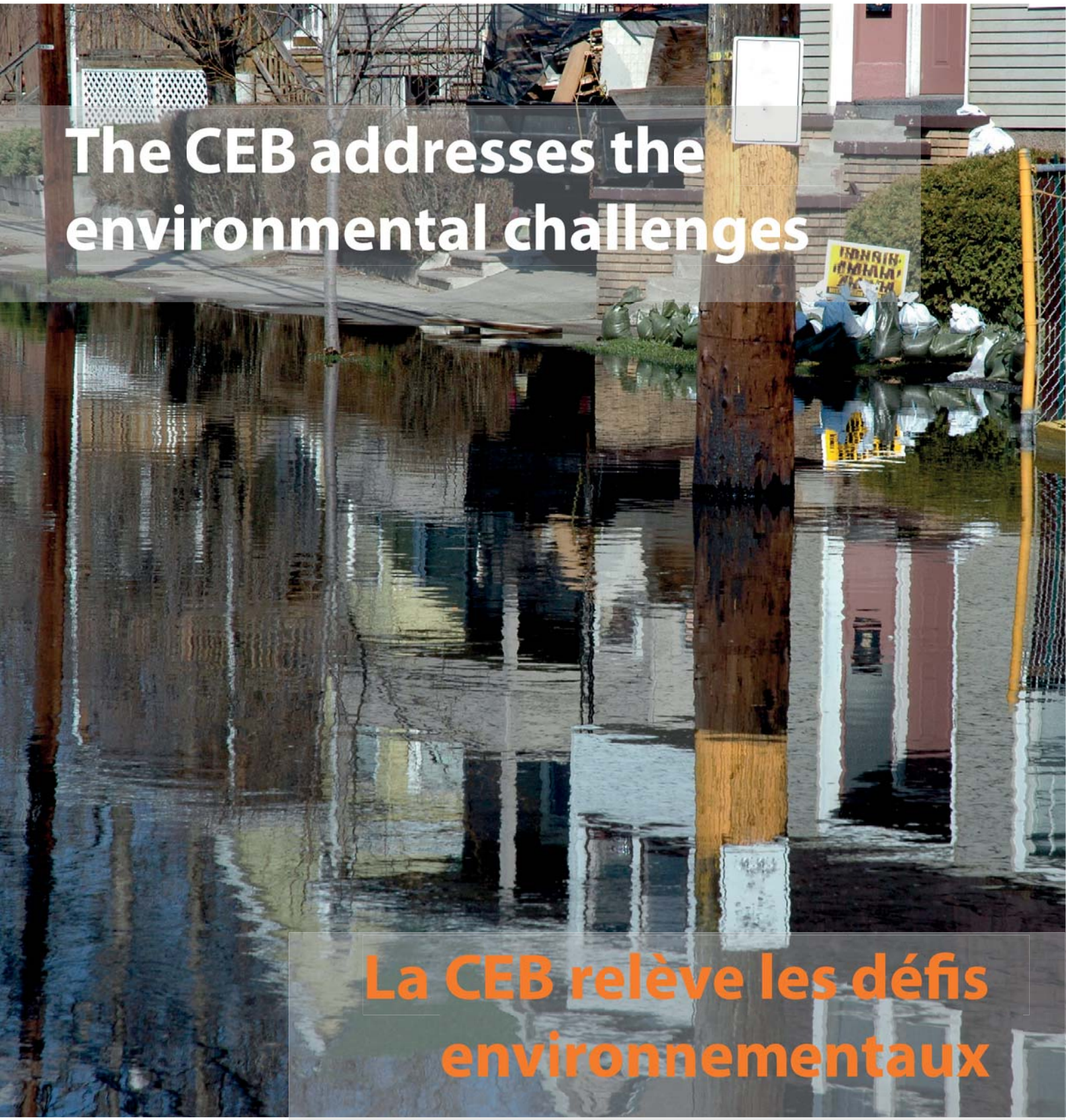
CEB INFO
COUNCIL OF EUROPE DEVELOPMENT BANK
BANQUE DE DEVELOPPEMENT DU CONSEIL DE L'EUROPE
N°1 - 2015
Trimestriel / Quarterly



The CEB addresses the environmental challenges

La CEB relève les défis environnementaux

Sommaire

Page

Édito du Gouverneur 3

Activité prêts/projets 4

Notre expérience dans le financement de l'environnement 4

Une étude de la CEB : *"Addressing Environmental Challenges and their Social Implications in Europe"* 6

Entretien avec Sara de Pablos, Conseiller technique Environnement, et Anton Spierenburg, Conseiller technique Développement durable 8

Une meilleure protection contre les inondations en Croatie 10

Amélioration de l'efficacité énergétique des bâtiments préfabriqués en République slovaque 12

Une eau plus propre en Espagne 14

Actualités 16

Le Conseil d'administration approuve de nouveaux projets

Le Gouverneur Wenzel en visite officielle en Irlande

Activités financières et de gestion des risques 18

Approbations des états financiers 2014

Émissions de la CEB au 31 mars 2015

Entretien 20

Entretien avec Jérôme Hamilius, Directeur de la Coopération européenne et de la Stratégie

Du nouveau à la CEB 22

Agenda : Principaux événements à venir
Brèves
Publications

Crédits photos : Photothèque CEB, Graeme Yuill, © Copyright Bill Nicholls

Contents

Page

Editorial by the Governor 3

Loans/projects activity 5

Our experience in environmental financing 5

CEB Study: "Addressing Environmental Challenges and their Social Implications in Europe" 7

Interview with Sara de Pablos, Technical Advisor on Environment, and Anton Spierenburg, Technical Advisor on Sustainable development 9

Boosting flood protection in Croatia 11

Increasing energy efficiency, one panel building at a time, in the Slovak Republic 13

Cleaning up water in Spain 15

News 17

The Administrative Council approves new projects

Governor Wenzel on official visit in Ireland

Financial and risk management activities 19

Approval of the financial statements 2014

CEB Issuance as of 31 March 2015

Interview 21

Interview with Jérôme Hamilius, Director for European Cooperation and Strategy

CEB update 23

Agenda: Major upcoming events
In brief
Publications



Rolf WENZEL

Édito du Gouverneur

Cher lecteur,

À l'approche de la conférence Paris Climat 2015, la question climatique est devenue une priorité sur la scène politique internationale, et l'environnement fait l'objet d'une attention croissante. Une évolution tout à fait justifiée quand on connaît l'influence de la qualité de l'environnement sur le bien-être et la prospérité des populations.

Nous avons ainsi choisi de consacrer ce premier numéro 2015 de CEB INFO à l'environnement, l'un des axes de travail majeurs de la CEB. La Politique environnementale de la Banque témoigne de l'engagement actif de notre organisation à respecter les normes environnementales internationales. L'impact environnemental de nos projets est systématiquement évalué et les questions environnementales sont traitées au sein de l'une des quatre lignes d'action sectorielle de la CEB, celle consacrée à la "Gestion de l'environnement".

La "Gestion de l'environnement" couvre une grande variété de projets tels que le traitement des déchets solides et liquides, la propreté de l'eau, l'amélioration de l'efficacité énergétique, la prévention des catastrophes écologiques ou encore la protection du patrimoine culturel. La valeur cumulée des projets environnementaux approuvés par la CEB depuis sa création en 1956 s'élève à près de € 12 milliards, soit près d'un quart du total des prêts approuvés.

Les témoignages recueillis dans trois de nos États membres (Croatie, Espagne et République slovaque), attestent la diversité de nos projets sur le plan environnemental et leur impact positif sur la population. Ils font également écho à notre récente publication "Addressing Environmental Challenges and their Social Implications in Europe" (Répondre aux défis environnementaux et à leurs implications sociales en Europe). Ensemble, ils illustrent le ferme engagement de la CEB à faire face aux défis environnementaux en vue d'améliorer la qualité de vie des Européens.

Editorial by the Governor

Dear Reader,

As climate change increasingly dominates global political agendas in the buila-up to Paris 2015, environmental issues are attracting more and more international attention - and rightly so. There is hardly any need to explain the importance of a healthy environment for a happy, thriving population.

The first issue of CEB INFO for 2015 is devoted to the environment, which occupies an important place in the CEB's work. The Bank's Environmental Policy is a formal expression of our firm commitment to compliance with international environmental standards. All our projects are subjected to an environmental impact assessment, and environment-related issues are tackled through our line of action "Managing the environment", one of our four sectoral lines of action.

"Managing the environment" accommodates a variety of projects: from the treatment of solid and liquid waste and the cleaning-up of water to the enhancement of energy efficiency, the prevention of ecological disasters and the protection of cultural heritage, the CEB's activity in that respect is diverse and rich. Since its creation in 1956, the Bank has approved environmental projects worth close to € 12 billion, almost a fourth of all loans approved.

In this issue, project stories from our member states (Croatia, Slovak Republic, Spain) demonstrate the diversity of our environmental activities and illustrate the positive impact of such projects on the population. This, along with our recently published study "Addressing Environmental Challenges and their Social Implications in Europe", affirms the CEB's strong commitment to tackling environmental challenges as a means of improving the living conditions of Europeans.

Activité prêts-projets

Notre expérience dans le financement de l'environnement

La CEB s'applique à relever les défis environnementaux tant au travers de sa ligne d'action sectorielle "Gestion de l'environnement" que par l'examen préalable et l'évaluation d'impact auxquels, sur le plan environnemental, elle soumet l'ensemble de ses projets. La conception et la mise en œuvre des projets de la Banque s'attachent à en optimiser les avantages sociaux et environnementaux, et à limiter, sous l'angle environnemental, les impacts négatifs tout en respectant les normes qui s'imposent. La Politique environnementale de la CEB formalise l'engagement de la Banque en faveur de la promotion du développement durable et de la lutte contre le changement climatique.

Dans le cadre de sa ligne d'action sectorielle "Gestion de l'environnement", la CEB finance des projets qui :

- adoptent des mesures préventives, durables et à long terme, pour protéger les populations contre les conséquences de catastrophes naturelles et écologiques telles que les inondations, les glissements de terrain, les incendies, les avalanches et les séismes
- dispensent une aide d'urgence en cas de catastrophe naturelle ou écologique
- contribuent à protéger et à améliorer l'environnement
- visent à préserver le patrimoine historique et culturel.

De sa création à la fin de l'année 2014, la CEB a approuvé près de € 12 milliards et déboursé € 8,4 milliards de prêts au titre de la ligne d'action sectorielle "Gestion de l'environnement", soit une part stable de 22% du total des prêts approuvés et décaissés par la Banque sur la période. Les prêts de la CEB consentis aux pays d'Europe centrale, orientale et du Sud-est (considérés comme les "pays cibles") se sont élevés à € 5,6 milliards, ce qui représente 48% du portefeuille total de cette ligne d'action sectorielle. Les principaux pays emprunteurs sont à ce jour l'Italie (18% du total des prêts approuvés), la Turquie (17%), l'Espagne (9%), l'Allemagne (8%), la Roumanie (7%), la Hongrie (6%), le Portugal et la Pologne (5% chacun).

Entre 1957 et 2014, la distribution des projets s'est faite principalement entre les secteurs "protection de l'environnement" (près de € 6 milliards, soit 49% du total des prêts approuvés) et "catastrophes naturelles ou écologiques" (€ 5,5 milliards soit 47% du total). Le reliquat (€ 450 millions ou 4% du total) revient au secteur "protection et réhabilitation du patrimoine historique et culturel".

Les initiatives menées dans ces différents secteurs affichent une grande diversité, aussi bien en termes de domaine d'intervention que de couverture géographique. À titre d'illustration, l'on peut citer des projets visant le traitement des déchets solides et liquides (Chypre), l'assainissement et la protection des eaux de surface et des nappes phréatiques (Croatie), les économies d'énergie et l'efficacité énergétique dans les immeubles résidentiels (Belgique, Estonie, Hongrie, République slovaque), des moyens et des réseaux de transport plus propres (Turquie), la production d'énergie renouvelable à une échelle non industrielle (Islande, Portugal) ou encore le chauffage urbain collectif (Roumanie).

La Banque a également participé à des projets de relèvement suite à des catastrophes : que ce soit après des inondations comme en Allemagne, en Espagne, en Europe centrale, au Portugal, en Roumanie et en Serbie ou à la suite de séismes comme en Grèce, en Italie, en Slovénie et en Turquie. Depuis le début des années 2000, la CEB a également mis en œuvre des projets de prévention de grande ampleur, principalement en Hongrie, en Pologne, en Roumanie et en Turquie. Des projets de protection et de réhabilitation du patrimoine historique et culturel ont par ailleurs été menés en Bosnie-Herzégovine, Croatie, Espagne, Finlande, Hongrie, Italie, Pologne, Portugal, République slovaque, Roumanie, Serbie et Slovénie.



Une nouvelle étude intitulée *Addressing Environmental Challenges and their Social Implications in Europe* (Répondre aux défis environnementaux et à leurs implications sociales en Europe) présente l'expérience de la CEB, la valeur sociale de sa contribution et ses interventions possibles à l'avenir en matière de gestion de l'environnement.

Loans-projects activity

Our experience in environmental financing



The CEB tackles environmental challenges both through its sectoral line of action, "Managing the Environment", and via the environmental screening and impact assessment carried out on all its projects. CEB projects are designed and implemented in such a way as to optimise their social and environmental benefits, minimise negative environmental impacts, and comply with the appropriate environmental standards. The CEB's Environmental Policy formalises the Bank's commitment towards promoting sustainable development and combating climate change.

Under its sectoral line of action "Managing the Environment", the CEB finances projects that:

- undertake sustainable, long-term preventive measures to protect populations from the consequences of natural and ecological disasters, including floods, landslides, fires, avalanches and earthquakes
- provide emergency aid in the aftermath of natural or ecological disasters
- contribute to protecting and improving the environment
- are aimed at preserving historic and cultural heritage.

From its creation to end 2014, the CEB approved close to € 12 billion and disbursed € 8.4 billion in loans to the sectoral line of action "Managing the Environment", representing a stable 22% share of all loans approved and disbursed over the same period. CEB lending in this field in the Central, Eastern and South Eastern European countries, known as "target countries", represented € 5.6 billion or 48% of the total portfolio in this sectoral line of action. At country level, the Bank's largest borrowers to date are Italy (18% of total loans approved), Turkey (17%), Spain (9%), Germany (8%), Romania (7%), Hungary (6%), Portugal and Poland (5% each).

Over the period 1957-2014, the sectoral distribution of projects in environmental management was between "protecting the environment" (close to € 6 billion or 49% of total loans approved) and addressing "natural or ecological disasters" (€ 5.5 billion or 47% of the total, with the remaining share devoted to "protecting and rehabilitating historic and cultural heritage" (€ 450 million or 4% of the total).

The initiatives undertaken in these sectors have been very diverse both in their fields of action and in their geographical scope. For instance, projects have involved the treatment of solid and liquid waste (Cyprus); clean-up and protection of surface and underground water (Croatia); energy saving and efficiency investments in residential buildings (Belgium, Estonia, Hungary, Slovak Republic), cleaner transport means and networks (Turkey), renewable energy production on a non-industrial scale (Iceland, Portugal) and collective urban heating (Romania).

The Bank's actions have also been aimed at post-disaster rehabilitation: after floods in Central Europe, Germany, Portugal, Romania, Serbia and Spain, and in the aftermath of earthquakes in Greece, Italy, Slovenia and Turkey. Since the beginning of the 2000s, the CEB has also implemented large-scale prevention projects, mostly in Hungary, Poland, Romania and Turkey. Projects for the protection and rehabilitation of historic and cultural heritage have been implemented in Bosnia and Herzegovina, Croatia, Finland, Italy, Hungary, Poland, Portugal, Romania, Serbia, Slovak Republic, Slovenia and Spain.

The CEB's experience, social value and future actions in environmental management are described in a new study "Addressing Environmental Challenges and their Social Implications in Europe".

Activité prêts-projets

Une étude de la CEB : *"Addressing Environmental Challenges and their Social Implications in Europe"*

En 2015, la CEB a publié une nouvelle étude (en anglais) intitulée *Addressing environmental challenges and their social implications in Europe* (Répondre aux défis environnementaux et à leurs implications sociales en Europe). Si elle s'appuie sur l'expérience de la CEB, cette étude est avant tout prospective. Elle met l'accent sur le fait d'adapter la réponse de la Banque aux défis environnementaux que l'Europe devra relever dans les décennies à venir, ces défis étant multiples et diversifiés. Dans ce cadre, la diversité des investissements que la CEB pourrait financer à l'avenir est examinée sous un angle à la fois géographique et sectoriel.

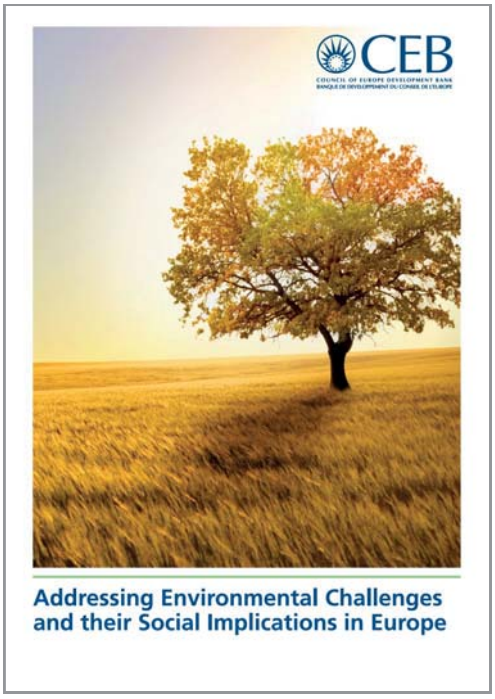
Rédigée par le service des Études, cette publication aborde sous l'angle social les principaux enjeux environnementaux auxquelles sont confrontées les différentes régions de l'Europe, en analyse les risques associés dans le contexte des États membres de la Banque et considère leurs implications pour les activités de la CEB. Elle décrit ensuite l'expérience de la Banque dans ce domaine et présente quatre études de cas mettant en avant la valeur ajoutée des projets environnementaux qu'elle finance.

L'étude montre que les pays auront l'occasion, au cours des dix à vingt prochaines années, d'améliorer la résilience de leur développement face aux pressions environnementales et de réduire les inégalités environnementales. Au sein d'un contexte opérationnel tiré par la demande et dans les limites de son périmètre de financement, la CEB peut répondre en partie aux besoins de ses 41 États membres dans les domaines suivants :

- Protection de l'environnement : modernisation des infrastructures (déchets solides, gestion de l'eau et des eaux usées)
- Atténuation du changement climatique : interventions écologiques sur le bâti (efficacité énergétique des bâtiments, énergie renouvelable et plus propre, transports publics durables)
- Adaptation au changement climatique : renforcement de la résilience face aux événements climatiques (extrêmes) (adaptation urbaine et rurale, gestion du risque de catastrophe et action visant à gérer les risques potentiels de migration climatique).

L'étude insiste également sur l'importance de répondre sans tarder aux besoins d'investissement environnemental : c'est non seulement prioritaire mais vital en vue d'éviter l'envolée des coûts économiques, environnementaux, technologiques et sociaux liés aux pressions environnementales croissantes, et ainsi de préserver notre continent pour les générations futures.

Dans les années à venir, selon cette étude, la CEB devra continuer à répondre aux besoins d'investissement environnemental avec le prisme social qui est le sien, mais aussi renforcer sa contribution en intégrant les dimensions environnement et changement climatique dans tous les projets qui lui seront soumis. À cette fin, elle pourrait instaurer le suivi systématique des avantages environnementaux ; approfondir également l'examen mené en début de projet afin d'en repérer les aspects vulnérables au changement climatique ainsi que le potentiel d'augmentation des avantages environnementaux connexes ; mobiliser, en outre, des financements supplémentaires afin d'inciter les emprunteurs à prendre des mesures en faveur de l'environnement. Ainsi, le couplage prêts-subventions s'est avéré un moyen très efficace de renforcer l'attractivité des avantages environnementaux connexes en couvrant les coûts additionnels y afférents et l'assistance technique requise. Pour mettre en place ce type de mesures incitatives, la CEB pourrait s'appuyer sur des partenariats existants ou s'associer aux Fonds structurels européens et à d'autres mécanismes de financement de l'Union européenne.



www.coebank.org

CEB Study: "Addressing Environmental Challenges and their Social Implications in Europe"

In 2015, the CEB published a new study entitled "Addressing Environmental Challenges and their Social Implications in Europe". While taking into account the CEB's experience to date, this study is primarily forward-looking, the main focus being to adapt the Bank's response to the numerous and diverse environmental challenges Europe will be facing in the coming decades. In this context, the diversity of potential future CEB investments is discussed from both a geographic and a sectoral standpoint.

This publication, which was prepared by the Bank's Studies Unit, looks at the major environmental issues facing the different regions of Europe through a social lens, analyses the risks in the context of the Bank's member states and considers their implications for CEB operations. It then goes on to describe the Bank's experience in this field, highlighting the added value of CEB-funded environmental projects through four case studies.

The study shows that the next ten to twenty years offer a window of opportunity for countries to make their development more resilient to environmental pressures and reduce environmental inequalities. Operating in a demand-driven context and within the scope of its financing in environmental management, the CEB can help its 41 member states address some of their investment needs by focusing on the following areas:

- Environmental protection: upgrading infrastructure (solid waste, water and wastewater management).
- Climate change mitigation: "greening" the built environment (energy efficiency in buildings, cleaner and renewable energy, and sustainable public transport).
- Climate change adaptation: strengthening resilience to (extreme) climate events (urban and rural adaptation, disaster risk management, and action to address potential risks from climate-driven migration).

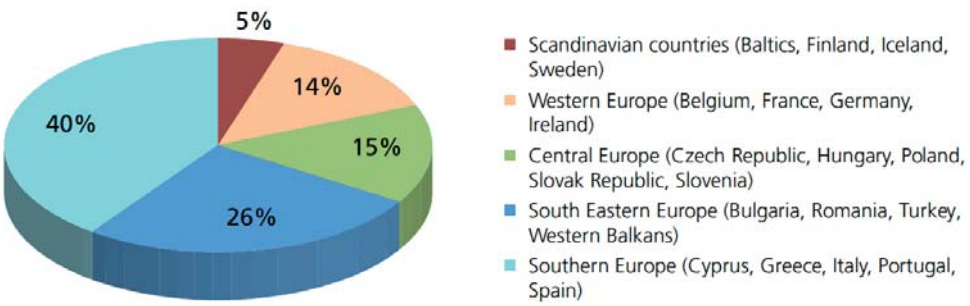
The study also emphasises the importance of addressing environmental investment needs without delay and stresses that these investment priorities are vital if we wish to contain the economic, environmental, technological and social costs of growing environmental pressures and preserve our continent for future generations.

Looking forward, the study identifies that, in addition to continuing to address environmental investment needs with a social focus, the CEB could further enhance its contribution by mainstreaming environment and climate change considerations across all the projects entering the Bank's pipeline. To this end, the CEB could implement systematic tracking of environmental benefits. It could also conduct more thorough screening at project inception to identify climate change vulnerabilities and the potential for increasing environmental co-benefits. In addition, the CEB could seek to mobilise additional funding in order to incentivise the borrower to undertake environmental measures. Blending loans with grants, for example, to cover the extra cost and technical assistance has proved to be an efficient incentive for making environmental co-benefits more attractive. To develop such incentives, the CEB could build upon existing partnerships and explore new opportunities for combining its environmental lending with EU Structural Funds and other EU funding mechanisms.

Geographic breakdown of CEB lending to environmental management

(1957-2014)

Total approved: € 11.8 billion



Activité prêts-projets

Entretien avec Sara de Pablos, Conseiller technique Environnement, et Anton Spierenburg, Conseiller technique Développement durable

Comment la CEB aide-t-elle ses États membres à répondre aux défis environnementaux auxquels ils sont confrontés, tout en maintenant l'accent sur les effets sociaux ?

La création de valeur sociale est déterminante pour tous les investissements auxquels la CEB apporte son soutien, quel que soit le secteur concerné. Dans le cas des projets environnementaux de la Banque, la dimension sociale en termes de finalité et d'impact est systématiquement prise en compte lors des phases de préparation et de mise en œuvre. En guise d'exemple, prenons l'élaboration d'un nouveau projet de traitement des eaux usées. La CEB y analysera les avantages à la fois environnementaux et socioéconomiques qui découleront de l'amélioration de la qualité des eaux de surface, de l'optimisation des conditions sanitaires et de l'éventuelle réutilisation de l'eau aux fins d'irrigation. En outre, la Banque évaluera les effets socioéconomiques s'agissant de l'accessibilité (financière) et de la viabilité économique à long terme. La CEB accompagne ses emprunteurs pour trouver le meilleur équilibre entre les coûts d'un projet et les résultats attendus, à savoir les avantages concrets procurés au plan environnemental et social.

Quels sont les types de projets environnementaux financés par la CEB ?

La CEB est susceptible d'assurer le financement d'un large éventail de projets environnementaux, du traitement des eaux usées à l'énergie solaire. La Banque évitera toutefois de financer des projets industriels de grande envergure (portant par exemple sur la production d'énergies renouvelables). En raison de sa vocation sociale, la CEB privilégie également des projets qui contribuent au développement de communautés durables.

Actuellement, notre soutien aux pays membres dans ce secteur est étroitement lié aux exigences environnementales de l'Union européenne (UE), dans la mesure où la majorité des États membres de la CEB sont membres de l'UE ou candidats à l'adhésion. La Banque les aide à se conformer aux directives européennes, notamment dans les domaines de l'eau et des eaux usées. En outre, la Banque finance des projets environnementaux destinés à mettre en œuvre les objectifs stratégiques de l'UE. Citons par exemple les mesures relatives au développement des énergies renouvelables et à l'efficacité énergétique au titre du "Paquet climat-énergie 2020".

Quelles sont les mesures déployées par la CEB pour promouvoir les bonnes pratiques environnementales dans tous les projets qu'elle finance ?

Notre approche en matière de promotion des bonnes pratiques environnementales consiste, d'un côté, à éviter ou à atténuer les impacts négatifs potentiels, de l'autre, à optimiser les avantages environnementaux (directs et indirects). Elle s'appuie sur une analyse systématique des projets pour en détecter les risques environnementaux et sur des échanges préliminaires avec les emprunteurs afin d'identifier les possibilités d'amélioration du contenu environnemental. Pour ne citer qu'un exemple, dans le domaine des logements sociaux, la CEB soutient les promoteurs qui s'attachent à réduire l'empreinte écologique de ces logements, et donc la facture énergétique de leurs occupants.

Les 10 à 20 prochaines années seront décisives pour faire en sorte que les différents pays œuvrent à un développement plus durable et réduisent les inégalités environnementales. Quelle peut être la contribution de la CEB à cet égard ?

Le changement climatique est l'un des plus gros facteurs de risque d'aggravation des inégalités sociales, dans la mesure où les groupes de population déjà vulnérables sont susceptibles d'être touchés plus durement que d'autres. Pour aider davantage les populations à faire face aux effets du changement climatique, nous devons privilégier la mise en œuvre de mesures d'adaptation. Ceci passe par l'allocation de plus de fonds à des projets d'adaptation spécifiques, portant par exemple sur la protection contre les inondations, et par la prise en compte systématique des risques liés au climat pendant la phase de préparation du projet. Cela suppose également une prise de conscience ainsi qu'une bonne compréhension des aspects pratiques de l'adaptation de la part des parties prenantes de la Banque. La formation et la fourniture d'une assistance technique de façon à intégrer l'analyse du climat dans le processus de préparation du projet seront autant de moyens d'y parvenir. Nous devons tous agir en ce sens.

Interview with Sara de Pablos, Technical Advisor on Environment, and Anton Spierenburg, Technical Advisor on Sustainable development

How does the CEB help its member states address their environmental challenges, while focusing on social impact?

The generation of social value is essential in all CEB supported investments, regardless of their sector. For projects aimed at addressing environmental challenges, we systematically consider the social dimension in terms of purpose and impact, during preparation and implementation. For example, when preparing a new waste water treatment project, the CEB looks at both the environmental and socio-economic benefits resulting from the improved surface water quality, better sanitary conditions and potential reuse of water for irrigation purposes. Moreover, the Bank assesses socio-economic impact in terms of affordability and long term economic viability. The CEB helps its borrowers achieve the optimum balance between a project's cost and output in terms of tangible social and environmental benefits.

What types of environmental projects does the CEB finance?

The typology of environmental projects that could potentially be financed by the CEB is relatively broad, from wastewater treatment to solar power. However, the Bank avoids financing large industrial scale projects (for example those related to renewable energy production). Due to its social vocation, the CEB also targets primarily projects that help develop sustainable communities.



Presently, our support to member countries in this sector is closely linked to EU environmental requirements, given that a majority of CEB member states are either EU member states or candidates for accession. The Bank helps them comply with EU directives, such as in the water and waste water sectors. In addition, the Bank finances environmental projects aimed at implementing EU's strategic objectives such as the development of renewable energy and energy efficiency measures under the "2020 Climate and Energy Package".

What are the steps taken by the CEB to promote good environmental practices in all the projects it finances?

Our approach in promoting good environmental practices consists of avoiding/mitigating potential adverse impacts and optimizing environmental (co) benefits. This is achieved through systematic screening of projects for environmental risks and early dialogue with borrowers to identify environment enhancing opportunities. To take but one example, in the social housing sector the CEB supports promoters that design dwellings with reduced environmental footprints, thus offering lower energy bills for the occupants.

The next 10-20 years will be key for countries to make their development more sustainable and reduce environmental inequalities. How can the CEB contribute to this?

Climate change is one of the major risk drivers for inequalities in our society as population groups which are already vulnerable are likely to be impacted more severely than others. To reinforce resilience of populations exposed to climate impacts we need to focus more on the implementation of adaption measures. This means that more funds should be allocated to specific adaptation projects such as flood protection, and climate risks should be systematically considered in the project preparation phase. This also means building awareness and understanding of the practicalities of adaptation amongst the Bank's stakeholders e.g. through training and providing technical assistance to integrate climate analysis in the project preparation process. We all need to move in this direction.

Activité prêts-projets

Une meilleure protection contre les inondations en Croatie

En mai 2014, de graves inondations ont frappé les pays des Balkans. Des pluies torrentielles ont entraîné des inondations et des glissements de terrain de grande ampleur, ainsi que l'effondrement de routes.

Les inondations ont touché près de 36 000 personnes rien qu'en Croatie. Plus de 4 000 logements ont été dévastés par les eaux et la moitié des récoltes a été détruite.

Les suites tragiques de ces catastrophes ont montré que les pays de la région doivent développer, moderniser et étendre en permanence leurs dispositifs de protection contre les crues. La République de Croatie a demandé à la CEB un prêt de € 40 millions afin de mettre en œuvre des mesures de prévention des inondations ciblant spécifiquement les populations des zones à haut risque du bassin du Danube et du bassin adriatique.

Le projet proposé s'inscrit dans un programme d'investissement pluriannuel plus vaste couvrant des installations de régulation et de protection des eaux. Dans le cadre de ce programme, le prêt devrait financer la mise en œuvre de 25 sous-projets prioritaires dans douze bassins versants sélectionnés à l'issue d'un processus rigoureux de hiérarchisation des priorités mené pendant la phase d'instruction.

De nombreux travaux hydrotechniques et de génie civil devraient être entrepris afin de mettre un terme à l'érosion des berges, de refaçonner et de recalibrer le lit des rivières, de consolider les berges et de stabiliser les cours d'eau. Le projet intègrera également la réhabilitation et l'agrandissement des digues, des canaux et des chenaux.

Globalement, le projet permettra d'améliorer, de restaurer, de compléter et de développer le dispositif existant de protection contre les inondations. Ceci réduira ainsi le nombre de crues et leurs conséquences en perte de vies humaines, infrastructures et biens endommagés, baisse de l'activité économique et destruction de terres agricoles. Grâce à lui, au moins 150 000 personnes bénéficieront d'une meilleure protection contre les inondations.

La CEB a largement soutenu l'emprunteur pendant la phase d'instruction : elle a notamment mené des missions techniques et environnementales qui ont permis d'affiner le champ d'action et les coûts du projet, de mieux cibler les sous-projets et de mieux évaluer les risques et les mesures d'atténuation requises.

Grâce à des mesures ciblées de renforcement des capacités, le financement de la Banque améliorera la gestion opérationnelle des risques d'inondation ainsi que les capacités de l'équipe de mise en œuvre du projet. De plus, des études des bassins versants permettront d'élaborer des plans de gestion des risques à long terme plus précis et d'évaluer l'impact socioéconomique de chaque système et de chaque sous-projet. Un système de prévision des inondations devrait également être conçu dans le cadre de ce projet.

Compte tenu de la valeur ajoutée sociale élevée qui est attendue du projet, le Conseil d'administration a approuvé une bonification d'intérêt plafonnée à € 1 million à partir du Compte de dividendes sociaux de la CEB. Outre les conseils dispensés lors de l'instruction, la bonification proposée devrait conférer une valeur ajoutée supplémentaire à l'intervention de la Banque et renforcer son positionnement dans le domaine de la prévention des catastrophes naturelles.

Le projet en cours complète un prêt de € 75 millions consenti à *Croatian Waters* pour le développement d'installations d'adduction d'eau et de stations d'épuration en Croatie.



Boosting flood protection in Croatia

In May 2014 severe floods hit the Balkan countries. Heavy rainfall caused large-scale flooding, landslides, and the collapse of roads.

About 36 000 people in Croatia alone were affected by the floods. More than 4 000 dwellings were flooded and half of all crops destroyed.



The tragic aftermath demonstrated the need for countries in the region to continuously develop, upgrade and expand their flood protection systems. The Republic of Croatia requested a € 40 million loan from the CEB for the implementation of flood prevention measures, specifically targeting the populations living in the high risk areas of the Danube and Adriatic river basins.

The proposed project is part of a larger multi-annual investment Programme covering water regulation and protection facilities. Within this Programme, the loan should finance the implementation of 25 priority sub-projects in 12 river basins, selected following a thorough prioritization process during appraisal.

A wide range of civil engineering and hydro-technical works are expected to be undertaken to stop riverbank erosion, reshape and recalibrate riverbeds, consolidate river embankments and increase the stability of watercourses. The project will also include the rehabilitation and expansion of dykes, canals, and channels.

Overall, the project will improve, restore, complete and develop the existing flood protection system, thus reducing the occurrence of floods and their consequences: loss of human life, damage to infrastructure and property, reduction of economic activity and destruction of agricultural land. As a result, at least 150 000 people will be safer from floods than they are today.

The CEB provided extensive support to the Borrower during appraisal, including through technical and environmental missions, which contributed to a better scoping of the project and of its costs, improved targeting of sub-projects and a better assessment of project's risks and related mitigation measures.

Through targeted capacity building measures, the Bank's financing will be used to improve the operational management of flood risks and enhance the capacity of the project implementation team. Additionally, river basin studies will be conducted to better define long term risk management plans and assess the socio-economic impact of each system and sub-project. A flood forecasting system is also expected to be developed as part of this project.

Given the expected high social value of the Project an interest rate subsidy from the CEB's Social Dividend Account of up to € 1 million was approved by the Administrative Council. In addition to the guidance provided during appraisal, the proposed SDA subsidy should bring additional value to the Bank's action, thereby further enhancing the CEB's profile in the area of natural disaster prevention.

The current project complements a € 75 million loan to Croatian Waters, aimed at developing water supply and wastewater treatment facilities in Croatia.

Activité prêts-projets

Amélioration de l'efficacité énergétique des bâtiments préfabriqués en République slovaque

La rénovation de bâtiments préfabriqués en République slovaque, financée par la CEB, permettra à leurs habitants de réduire leur facture d'énergie de 30 à 60%.

De Bratislava à Bucarest, les bâtiments préfabriqués sont omniprésents dans le paysage urbain de la plupart des anciens Pays de l'Est. Construits à la hâte avec des matériaux préfabriqués pour répondre à la demande immobilière de populations urbaines en rapide croissance, ces bâtiments consomment énormément d'énergie.

La République slovaque ne fait pas exception à la règle. Entre 1955 et 1990, plus de 700 000 appartements (sur un parc total de 2 millions de logements) ont été construits en préfabriqué. Après la privatisation, en raison du manque d'expérience, de réglementations juridiques insuffisantes et du revenu modéré de leurs résidents, leur entretien a rarement bénéficié des investissements essentiels qui auraient été nécessaires.

Mal isolés et dotés de modes de chauffage souvent inadaptés, ces bâtiments consomment trop d'énergie et font peser un lourd tribut sur leurs habitants (chaleur excessive en été, température insuffisante dans les logements situés au nord ou exposés au vent, formation de moisissures, etc.). Les appartements ont une durée de vie plus courte que le reste du parc de logements et sont de qualité inférieure.

Aujourd'hui, les résidents de ces bâtiments préfabriqués appartiennent principalement aux classes moyennes, ouvrières et défavorisées. Face à la hausse du coût de l'énergie associée à des performances énergétiques médiocres du parc de bâtiments existants, les groupes sociaux les plus vulnérables ne sont plus en mesure de se chauffer convenablement. En République slovaque, les dépenses énergétiques représentent 16,9% du revenu mensuel net des ménages, soit 25% de plus que dans les pays d'Europe occidentale.

À l'aide d'un prêt de € 30 millions à Slovenska Sporitelna a.s. (SLSP), la CEB investit dans la réduction de la consommation d'énergie afin d'améliorer les conditions de vie des familles résidant dans des bâtiments préfabriqués.

Le projet financé fournira les ressources à long terme nécessaires au financement de petits projets d'économies d'énergie entrepris par des copropriétés. Ces économies seront le fruit d'investissements dans des travaux d'isolation



et d'autres mesures de rénovation menés dans des bâtiments préfabriqués et des immeubles collectifs anciens en brique. Les travaux comprendront notamment l'isolation des murs, des toits, des planchers et des balcons, le remplacement des vitres (double/triple vitrage) et la pose de chaudières, d'échangeurs de chaleur, de radiateurs et de compteurs efficaces.

Grâce à ces investissements et en dépit de la hausse tendancielle des prix de l'énergie, les résidents verront leur facture et la consommation d'énergie par appartement chuter considérablement. Sur la base des données fournies par SlovSEFF, une facilité de financement dédiée à l'énergie durable, la facture de chauffage annuelle moyenne d'une famille devrait baisser de 30 à 60% par an. SLSP estime qu'environ 200 immeubles en copropriété tireront profit du projet de la CEB au cours des trois ans de sa mise en œuvre, avec un prêt moyen de € 150 000 par sous-projet.

La durée de vie de ces bâtiments préfabriqués est estimée à environ 80 ans en fonction des conditions météorologiques et de leur entretien. Cependant, leur rénovation pourrait sensiblement la prolonger. L'isolation thermique des façades exerce un autre effet positif : elle crée des conditions de vie plus saines dans les appartements (disparition des moisissures sur les murs intérieurs en raison de la hausse de la température des murs extérieurs et donc de l'élimination de la condensation intérieure).

Increasing energy efficiency, one panel building at a time, in the Slovak Republic

Thanks to CEB financing, the retrofitting of panel buildings in the Slovak Republic will see residents' energy bills slashed by 30-60%

From Bratislava to Bucharest, the ubiquitous panel buildings dot the urban landscapes of most cities and towns of the former Eastern bloc. Constructed quickly and with prefabricated materials to respond to the housing demand of rapidly growing urban populations, these buildings now account for a lion's share of energy consumption.

The Slovak Republic is no exception. Between 1955 and 1990, more than 700 000 apartments (out of the total housing stock of 2 million) were built in panel buildings. Essential investments in the maintenance of the buildings were often omitted after the privatisation, due to lack of experience, insufficient legal regulations and moderate incomes.

As a result of poor insulation and often inappropriate heating methods, these buildings consume too much energy and impose high living costs on the residents. Typical problems include overheating in the summer months, under-heated apartments on the north or windy side of the blocks, mould formation, etc. The apartments have a lower life expectancy and are of inferior quality compared to the rest of the housing stock.

Nowadays, mainly lower, working and middle class people live in panel buildings throughout the country. Increasing energy costs combined with poor energy performance of the existing building stock have led to the most vulnerable social groups being unable to heat their homes. Energy costs per household in the Slovak Republic account for 16.9% of their net monthly income, a quarter higher than in Western European countries.

With a € 30 million loan to Slovenska Sporitelna a.s. (SLSP), the CEB is investing in the reduction of energy consumption to improve the living conditions of families residing in panel buildings.

The funded project will provide the needed long-term resources to finance small, energy saving projects undertaken by condominiums. The energy savings will be achieved by investing in insulation and other retrofitting works on panel buildings and old brick multi apartment houses. Typical works involve the insulation of walls, roofs, floors, and balconies; replacement of windows (double/triple glazed); installation of efficient boilers, heat exchangers, radiators and meters.

Thanks to these investments and even in spite of rising trend in energy prices, residents will see their energy bills and consumption per flat significantly decreased. Based on the data from SlovSEFF, a sustainable energy financing facility, a family's average annual heating bill should decrease by 30% - 60% per year. SLSP estimates that about 200 condominiums will benefit from this CEB project over the 3-year implementation period, with an average loan of € 150 000 per sub-project.

The life expectancy of these panel buildings is estimated to be approximately 80 years, depending on weather conditions and maintenance. However, by retrofitting these buildings their life can be considerably prolonged. Another positive effect of the thermal insulation of facades is that it creates healthier conditions in the apartments (elimination of mould formation on the inner side of walls due to an increase of temperature in the external walls and thus elimination of internal condensation).



Activité prêts-projets

Une eau plus propre en Espagne

Célèbre pour son patrimoine historique et naturel, la région de Castilla y León est la plus vaste d'Espagne et l'une des plus grandes d'Europe. Les terres arables occupent plus de la moitié de sa superficie (qui représente environ un cinquième du territoire national). L'agriculture a toujours été l'une de ses principales activités économiques et lui a valu le surnom de "grenier de l'Espagne".

Mais elle fait face à de graves problèmes environnementaux, notamment en matière d'adduction d'eau et de capacités de traitement des eaux usées. Les nitrates et d'autres substances utilisés dans l'agriculture ont contaminé de nombreuses nappes phréatiques et la désertification menace certaines zones.



La ville de Viana de Cega, en périphérie de Valladolid, en fait partie. Elle voit régulièrement sa population tripler en été, mais ne dispose pas de station d'épuration. Avec le prêt de la CEB approuvé en 2011, SOMACYL a construit une station d'épuration pouvant desservir 10 000 personnes, qui couvre les besoins et les pics saisonniers de Viana de Cega ainsi que ceux d'une localité avoisinante.

La construction d'un dispositif d'adduction d'eau puisant dans la rivière Duero au profit d'un groupe de 35 localités a également constitué l'un des plus vastes sous-projets financés par la Banque. Auparavant, ces agglomérations pompaient l'eau de la nappe phréatique et la traitaient au chlore pour la rendre potable. Mais la baisse du niveau des nappes a permis à l'arsenic de s'infiltrer dans l'eau, la rendant impropre à la consommation. En été, Tordesillas, une ville de plus de 9 000 habitants, faisait livrer son eau dans des réservoirs. Le système d'adduction d'eau construit par SOMACYL et financé par la CEB permet désormais à 50 000 personnes de bénéficier d'eau potable.

Depuis 2011, la CEB collabore avec SOMACYL, la société de services collectifs publics de Castilla y León, et finance partiellement ses investissements dans l'eau et le traitement des eaux usées. Un premier prêt de € 100 millions vient d'être suivi d'un autre de € 50 millions, approuvé en 2014. Ces deux prêts comportent également des composantes énergie (biomasse), prévention des incendies et efficacité énergétique.

La stratégie de la région Castilla y León en matière de développement durable recense les activités prioritaires à réaliser pour améliorer la qualité de l'eau destinée à la consommation humaine ainsi que le traitement des eaux usées urbaines et en contrôler les conséquences négatives sur l'environnement. Le financement de la CEB servira également à consolider les capacités de traitement des eaux usées dans la région.

Le principal objectif est de permettre aux stations d'épuration de villes sélectionnées d'atteindre les niveaux requis par les directives pertinentes de l'Union européenne et de gérer les risques pour la santé publique et l'environnement. La législation européenne impose aux villes de plus de 2 000 habitants de traiter convenablement leurs eaux usées avant de les évacuer.

Finalement, les nouveaux investissements de la CEB devraient entraîner une amélioration substantielle de la qualité de l'environnement, réduire des risques sanitaires et améliorer les conditions de vie de la population de Castilla y León.

Cleaning up water in Spain

Castilla y León is the largest region in Spain and one of the largest in Europe, famous for its historical and natural heritage. More than half of the region's landmass – covering around one fifth of the country – is arable land. Agriculture has traditionally been one of the major economic activities in the area, earning it the title of "the granary of Spain."

However, the region faces several environmental challenges, notably concerning water supplies and wastewater treatment capacity. Due to farming, the underground waters are often contaminated with nitrates and other substances and some of the areas are threatened by desertification.

Since 2011, the CEB has been collaborating with SOMACYL, Castilla y León's public utility company, to partially finance investments in water and wastewater treatment -, first, through a € 100 million loan and, more recently, with the approval of a € 50 million loan in 2014. The two CEB loans also comprise energy (biomass), fire prevention and energy efficiency components.

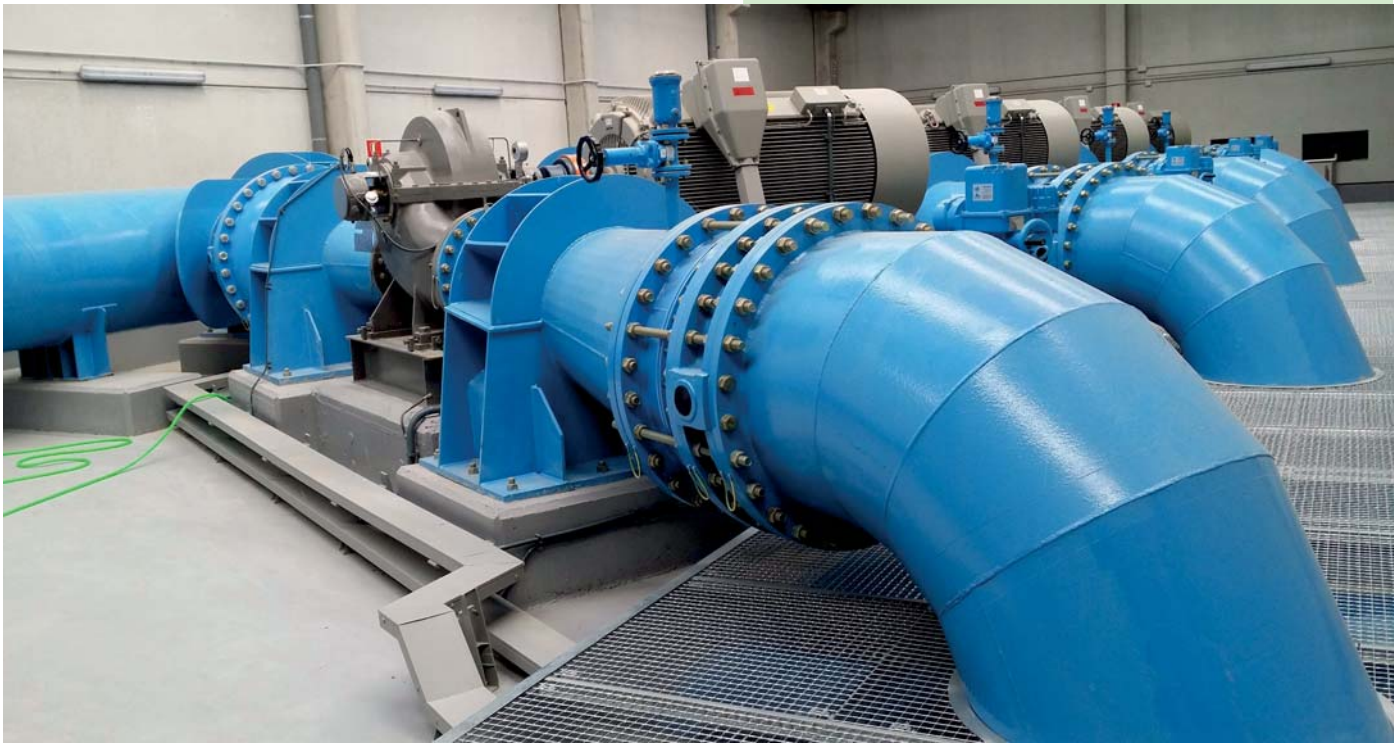
Castilla y León's Strategy for Sustainable Development lists priority activities to ensure high quality water for human consumption as well as to improve urban wastewater treatment and control its negative environmental impact. The CEB's funding is boosting the wastewater treatment capacity in the region.

The main objective is to bring wastewater facilities in the selected municipalities to the levels required by the relevant EU directives, as well as to address public health and environmental threats. According to EU legislation, municipalities with more than 2 000 inhabitants are obliged to properly treat their wastewaters before dumping them into the receiving environment.

Ultimately, the CEB's continued investments are expected to deliver substantial environmental quality improvements, reduce public health risks and improve the living conditions of Castilla y León's population.

Viana de Cega, a village on the outskirts of Valladolid, is one such municipality. It regularly sees its population triple in the summer months, yet it had no water treatment facilities. With the CEB loan approved in 2011, SOMACYL built a waste water treatment plant that can service 10 000 people, thus making it possible to cover the needs of Viana de Cega and its seasonal peaks, as well as those of a neighbouring village.

Building a water supply from the river Duero for a group of 35 villages was also one of the largest sub-projects financed by the Bank. These villages used to extract ground water and treat it with chlorine to make it potable. However, the reduction in ground water levels resulted in arsenic passing into the water, making it unsuitable for drinking. Tordesillas, a town of more than 9 000 inhabitants, used to have its water delivered in water tanks during the summer months. The water supply system constructed by SOMACYL and funded by the CEB now brings potable water to 50 000 people.



Actualités

Le Conseil d'administration approuve de nouveaux projets

Depuis début 2015, le Conseil d'administration a approuvé cinq nouveaux prêts pour un montant total de € 810 millions.

Belgique : € 200 millions destinés à Vlaamse Maatschappij voor Sociaal Wonen (VMSW) qui contribueront à financer environ 6 100 prêts hypothécaires en faveur de familles à bas revenus. Créé en 2006 et sis à Bruxelles, VMSW est l'organisme de logement social de la Région flamande, chargé de mettre en œuvre les politiques du gouvernement flamand en matière d'urbanisme, de logement et d'actifs immobiliers.

Pologne : € 50 millions destinés à Pekao Leasing Sp. z o.o. pour financer les investissements permettant aux micro, petites et moyennes entreprises (MPME) d'accroître leur compétitivité et de les aider à créer des emplois permanents ou saisonniers. Créé en 1995 et sis à Varsovie, Pekao Leasing est la filiale de crédit-bail de Bank Pekao SA, le deuxième groupe bancaire polonais. Pekao Leasing accorde des crédits-bails à des MPME polonaises pour l'acquisition d'équipements de production.

République slovaque : € 300 millions accordés au gouvernement sous la forme d'une Facilité de cofinancement européenne (FCE) pour financer la mise en œuvre de programmes d'investissement destinés à stimuler er la croissance de l'économie slovaque et à poursuivre son alignement sur les standards socio-économiques des autres pays européens.

Espagne : € 160 millions accordés à la communauté autonome de Castille-et-León pour financer la modernisation des établissements publics de santé dont le spectre d'activités va de la médecine généraliste aux soins spécialisés et à la recherche. Ces investissements contribueront à réduire les problèmes d'engorgement des hôpitaux et à améliorer l'accès aux services de santé.

Turquie : € 100 millions destinés à Türkiye İhracat Kredi Bankası A.Ş., également connue sous le nom de Türk Eximbank, pour le financement à court et moyen terme des petites et moyennes entreprises (PME). L'enveloppe de la CEB doit permettre aux PME turques d'accroître leur activité de production et d'optimiser leur capacité d'exportation, tout en contribuant à la création d'emplois.

Le Gouverneur Wenzel en visite officielle en Irlande

Lors de sa visite officielle en République d'Irlande les 11 et 12 mars 2015, le Gouverneur Wenzel a rencontré M. Michael Noonan, Ministre des Finances et député irlandais, ainsi que d'autres hauts responsables. Les discussions ont porté sur la coopération actuelle et future entre la CEB et l'Irlande.

Le Gouverneur Wenzel a déclaré à l'issue de sa réunion avec M. Noonan : *"Je tiens à remercier le gouvernement irlandais pour son accueil chaleureux. M. Noonan et moi-même avons eu des échanges constructifs et à cette occasion j'ai réaffirmé la volonté de la CEB d'élargir sa coopération avec l'Irlande. Nous travaillons actuellement sur deux projets : le premier porte sur la fourniture de logements sociaux aux personnes à bas revenus et le second concerne la rénovation et la construction d'infrastructures judiciaires. Si tout se déroule comme prévu, nous devrions pouvoir soumettre ces deux projets à l'approbation du Conseil d'administration de la CEB."*

Ces dernières années, la CEB a investi dans plusieurs projets à forte valeur ajoutée sociale en Irlande. La Banque finance actuellement la construction de la prison de Cork et de l'Établissement national de détention pour mineurs. Dans le cadre de son activité de prêt en Irlande, la CEB vise à renforcer la compétitivité du pays et à promouvoir la cohésion sociale.



The Administrative Council approves new projects

Since the beginning of 2015, the Administrative Council has approved five new loans totalling € 810 million.

Belgium: € 200 million to Vlaamse Maatschappij voor Sociaal Wonen (VMSW) to help finance approximately 6 100 mortgages for low-income families. Established in 2006 and headquartered in Brussels, VMSW is the social housing agency for the Belgian region of Flanders. It carries out the Flemish government's policies in the areas of urban planning, housing and property assets.

Poland: € 50 million to Pekao Leasing Sp. zoo to finance investments made by micro, small and medium-sized enterprises (MSMEs) to strengthen their competitiveness and help create permanent or seasonal jobs. Established in 1995 and headquartered in Warsaw, Pekao Leasing is the leasing subsidiary of Bank Pekao SA, Poland's second largest banking group. It grants leases to Polish MSMEs for the acquisition of productive equipment.

Slovak Republic: € 300 million to the Government in the form of a European Co-Financing Facility to finance the implementation of investment programmes aimed at boosting economic growth and aligning the Slovak economy with European socio-economic standards.

Spain: € 160 million to the autonomous community of Castilla y León to finance the modernisation of public health facilities covering a wide range of activities, from general medicine to specialised care and research. Investment in this area will help to reduce overcrowding in hospitals and improve access to healthcare.

Turkey: € 100 million to Türkiye İhracat Kredi Bankası A.Ş., also known as Türk Eximbank, to provide short- and medium-term financing to small and medium-sized enterprises (SMEs). The CEB funds will enable Turkish SMEs to expand their production activity and maximise their export capacity, while also contributing to job creation.



Governor Wenzel on official visit to Ireland

During an official visit to the Republic of Ireland on 11 and 12 March 2015, Governor Wenzel, met with the Minister for Finance and other senior Irish officials. Discussions focused on current and future co-operation between the CEB and Ireland.

After his meeting with Michael Noonan, TD, Ireland's Minister for Finance, Governor Wenzel said: *"I would like to thank the Irish government for the warm welcome. Minister Noonan and I had a constructive exchange of views, and I reaffirmed the CEB's readiness to broaden its co-operation with Ireland. We are currently working on two projects: the first project is aimed at providing social housing to low-income persons; the second project will support the rehabilitation and construction of judiciary infrastructure. If all goes well, we should be able to put these two projects to the CEB's Administrative Council for approval."*

In recent years, the CEB has invested in several high social added value projects in Ireland. At present, the Bank is financing the construction of Cork prison and of the National Children Detention Facility. Through its lending activity in the country, the CEB aims to strengthen Ireland's competitiveness and promote social cohesion.

Activité financières

Émissions de la CEB au 31 mars 2015

Depuis le début de l'année, la CEB a levé un total de EUR 1,23 milliard, soit 27% des EUR 4,6 milliards de l'autorisation d'emprunt consentie pour 2015. Les opérations de prêt ont été assorties de swaps de couverture, permettant d'éliminer aussi bien le risque de taux d'intérêt que le risque de change.

La première émission de 2015 a été lancée en février pour un montant de GBP 250 millions (environ EUR 337 millions sur la base du taux de change à la date de l'émission) avec une maturité à décembre 2019. Elle a été suivie en mars par une émission de USD 1 milliard (environ EUR 899 millions) avec une maturité à mars 2020 (voir encadré ci-contre)

Le financement en livres sterling a été effectué au titre du programme EMTN de la CEB et celui en dollars américains au titre du Global Programme.

Nouvelle émission benchmark Global à cinq ans de la CEB pour un montant de USD 1 milliard

Le 3 mars 2015, la Banque a lancé avec succès une émission benchmark Global à cinq ans pour un montant de USD 1 milliard. Le mandat avait été initialement annoncé au marché la veille, avec une indication de prix initiale proche du taux mid-swap. À la clôture de Londres, l'opération avait suscité un intérêt ferme de la part d'investisseurs type trésorerie de banque, auxquels se sont ajoutés le lendemain des ordres de grande qualité provenant de banques centrales. L'émission a été officiellement ouverte le 3 mars et le carnet d'ordres atteignait environ USD 1,1 milliard une heure après l'ouverture. Le spread final a été fixé au prix du taux mid-swap peu après.

À ce prix du taux mid-swap, équivalent à +15,1 points de base par rapport à l'UST à 5 ans, cette opération offre le spread le plus serré jamais réalisé par la CEB pour une émission de cette nature (Global benchmark).

Près de 40 investisseurs ont participé à l'opération.

Chiffres clés (en millions €)	2014	2013
Prêts décaissés dans l'année	1 746	1 845
Projets approuvés dans l'année	2 065	2 274
Engagements de financement signés dans l'année	1 551	2 262
Encours de prêts	12 568	12 582
Fonds propres (après affectation du résultat)	7 405	7 320
Capitaux propres (après affectation du résultat)	2 545	2 460
Total du bilan	25 545	24 485
Résultat net	134,4	111,3

Approbation des états financiers 2014

Le 9 avril 2015, le Conseil de direction a approuvé les états financiers de la CEB pour l'exercice 2014. Malgré un environnement économique difficile en Europe marquée par une croissance affaiblie, le résultat net de la CEB a atteint un niveau record de € 134,4 millions dont la totalité a été affecté aux réserves, qui atteint ainsi € 2 030 millions. Par conséquent, les capitaux propres atteignent € 2 545 millions fin 2014. Le total du bilan s'élève à € 25,5 milliards, en hausse de 4,3%.

La première année du Plan de Développement 2014-2016 s'est achevée avec succès pour la Banque qui a atteint l'ensemble de ses objectifs dans des conditions opérationnelles particulièrement complexes. Les ratios du nouveau cadre prudentiel appliqué par la CEB depuis 2014 ont respecté leurs limites respectives, les ratios clés ayant connu une nette amélioration.

Financial activities

CEB Issuance as of 31 March 2015

Since the beginning of the year, the CEB has raised a total amount of EUR 1.23 billion, representing 27% of the 2015 borrowing authorisation of EUR 4.6 billion. The funding operations have been combined with hedging swaps, eliminating both the interest rate and currency risks.

The inaugural issue of 2015 was launched in February for an amount of GBP 250 million – approximately EUR 337 million based on the exchange rate at the time of issuance – with a maturity of December 2019. This was followed in March by a USD 1 billion – approximately EUR 899 million – issue with a maturity of March 2020 (see Box).

The GBP funding was raised under the CEB's EMTN Programme and the USD issue under the Global Programme.

The CEB's new USD 1 billion 5-year Global benchmark transaction

On 3 March 2015, the Bank launched a successful USD 1 billion 5-year Global benchmark. The mandate was initially announced to the market the day before, along with initial price thoughts in the mid-swaps (MS) flat area. The transaction immediately gained good traction by London close with solid interest from Bank Treasury accounts and saw further participation overnight with high quality Central Bank orders coming in. Books were officially opened on 3 March and the orderbook reached around USD 1.1 billion after one hour of bookbuilding. The final spread was set at MS flat shortly afterwards.

At mid-swaps flat, which is equivalent to +15.1bps versus 5-year US Treasuries, this issue represents the tightest ever spread achieved by the CEB for a Global benchmark.

Close to 40 investors participated in the transaction.

Approval of the financial statements for 2014

On 9 April 2015, the Governing Board approved the CEB's financial statements for the financial year 2014. Despite a difficult economic environment with weakening growth in Europe, the CEB's net profit reached a record high of € 134.4 million. This amount was allocated in full to the reserves, which thereby reached a total level of € 2 030 million, and thus equity amounted to € 2 545 million at end 2014. Total assets reached €25.5 billion, increasing by 4.3%.

The CEB has completed successfully the first year of the Development plan 2014-2016, reaching all of its targets in particularly challenging operational conditions. The ratios of the newly implemented prudential framework applied by the CEB since 2014 respected their limits whose main drivers improved throughout the year.

Key figures (in million €)	**2014**	**2013**
Loans disbursed during the year	1 746	1 845
Projects approved during the year	2 065	2 274
Financing commitments signed during the year	1 551	2 262
Loans outstanding	12 568	12 582
Own funds (after allocation of profit)	7 405	7 320
Equity (after allocation of profit)	2 545	2 460
Total assets	25 545	24 485
Net profit	134.4	111.3

Entretien

Entretien avec Jérôme Hamilius, Directeur de la Coopération européenne et de la Stratégie

Pouvez-vous nous indiquer en quelques mots votre parcours professionnel ?

J'ai effectué l'essentiel de mon parcours dans le secteur public - avant tout au sein de l'administration du Ministère des Finances du Luxembourg, J'ai débuté ma carrière dans la délégation qui a négocié le traité de Maastricht, pour aboutir à la période qui a suivi immédiatement la faillite de Lehman, lorsque l'Europe a été confrontée à de graves problèmes économiques. Au cours de ces presque vingt années, j'ai eu principalement la responsabilité des dossiers européens liés notamment à l'Union économique et monétaire (UEM). Pendant quelques années, j'ai également été le représentant du Luxembourg au FMI, à Washington, ainsi qu'à l'OCDE. En 2010, j'ai rejoint le Fonds européen de stabilité financière (connu aujourd'hui sous le nom de Mécanisme européen de stabilité - MES), en tant que secrétaire général. Je note en passant que la CEB a signé un *Memorandum of Understanding* avec le MES en décembre 2014 et je ferai en sorte d'apporter ma pierre à la mise en œuvre de cet accord. Je suis ensuite devenu le directeur des affaires européennes et institutionnelles du groupe AXA.

Vous apportez à la Direction (ECS) une grande expérience européenne et internationale. Que comptez-vous réaliser ?

De par sa nature même, l'ECS (Coopération européenne et Stratégie) est un fournisseur de services et une direction tournée vers les relations extérieures. Au fil des années, la CEB a noué des partenariats avec d'autres organisations internationales et des donateurs, pour lui permettre d'apporter des financements et une expertise complémentaires aux projets qu'elle finance. Nous sommes devenus un partenaire de choix pour l'Union européenne et nous coopérons régulièrement avec d'autres institutions financières internationales (IFI) ainsi qu'avec plusieurs agences spécialisées des Nations Unies. Le Programme régional de logement illustre parfaitement cette collaboration, et cela me permet de faire le lien avec le rôle de gestionnaire de fonds que joue notre direction.

Sous l'égide du Gouverneur et de nos actionnaires, je ferai en sorte pour l'essentiel que notre politique de coopération soit la plus efficace possible, et ce notamment avec l'Union européenne, à partir d'une approche à la fois plus sélective et plus stratégique. Je me dois aussi, bien entendu, de mentionner les relations inhérentes au Conseil de l'Europe lui-même.

La CEB utilise les fonds des donateurs pour soutenir des projets qui ont un impact social important, et l'ECS a la responsabilité de la gestion des relations avec les donateurs et des comptes fiduciaires. L'effet démultiplicateur ainsi obtenu est particulièrement appréciable pour une petite institution comme la CEB, et je suis convaincu que nous devons poursuivre en ce sens.

L'ECS est par ailleurs au cœur d'une initiative ambitieuse de modernisation et de professionnalisation de notre communication, en vue d'accroître la visibilité de la CEB. Ce qui passe par la mise en œuvre de notre nouvelle identité visuelle et par l'optimisation de nos publications institutionnelles. Concrètement, nous nous apprêtons à lancer le nouveau site web de la CEB, qui est l'outil-phare pour promouvoir notre mission sociale, tout en faisant ressortir notre valeur ajoutée et les effets positifs de notre action sur la société.

En définitive, les maîtres-mots sont : une coopération européenne solide, des relations efficaces et de confiance avec les donateurs, ainsi qu'une communication plus moderne.

À court terme, quelles sont vos priorités de management ?

Je viens de rejoindre la Banque et je suis en train de rencontrer chacun de mes collègues à l'ECS, afin de mieux comprendre la culture et le fonctionnement au quotidien de la Direction. Ma priorité sera d'établir des passerelles entre les différents services, et d'encourager l'esprit d'équipe ainsi que le sens de l'intérêt collectif.

Je sais pouvoir compter sur une équipe dévouée et très professionnelle. Ensemble, nous serons en mesure de relever les défis nombreux et passionnants dans les mois et les années à venir.

Interview with Jérôme Hamilius, Director for European Cooperation and Strategy



Could you tell us a little bit about your professional background?

I have spent most of my time in the public sector – first in a national administration, in the Luxembourg Ministry of Finance. I started as a junior delegation member to the Maastricht Treaty negotiations leading me to the post-Lehman crisis period, when Europe faced serious economic problems. During this almost twenty year-period, I was mainly in charge of European dossiers particularly linked to the Economic and Monetary Union (EMU). I also spent a couple of years representing Luxembourg at the IMF in Washington and at the OECD. In 2010, I joined the European Financial Stability Facility (presently known as the European Stability Mechanism - ESM) as its Secretary General. I note in passing that the CEB signed a Memorandum of Understanding with the ESM in December 2014 and I will play my part in making this agreement effective. I later joined the AXA Group to become its Director of European and Institutional Affairs.

You are bringing significant European and global experience to the ECS Directorate. What are you hoping to achieve?

ECS (European Cooperation and Strategy) is by its very nature a service provider and a directorate focused on external relations. Over the years, the CEB has forged partnerships with other international organisations and donors, to enable it to bring additional financing and greater expertise to the projects it supports. We have become a partner of choice to the European Union and regularly cooperate with other international financial institutions (IFIs), as well as with several UN specialised agencies. The Regional Housing Programme is an excellent example of such collaboration, and this ties up with the role of fund manager played by our directorate.

Basically, under the guidance of the Governor and our shareholders, I will work to ensure that our cooperation policy is the most effective possible, especially with the EU, on the basis of a more selective and strategic approach. I shall, of course, also mention our intrinsic relationship with the Council of Europe itself.

The CEB uses donor funds to support projects with high social impact and ECS is in charge of managing donor relations and fiduciary accounts. For a small-sized institution such as the CEB, this provides a highly welcome leverage and I am convinced that we have to move further in this direction.

ECS is also in the middle of an ambitious initiative to modernise and professionalise our communication in order to increase visibility of the CEB. This includes the implementation of our new visual identity and streamlining our corporate publications. In a tangible way, we are looking forward to launching the CEB's redesigned website, a flagship tool for promoting our social mission and demonstrating our added value and positive impact on society.

All in all a meaningful European cooperation, trusted and efficient donor relations as well as a modernised communication are the key words.

In the short-term, what are your priorities as a manager?

I have just joined the Bank and I am currently meeting each of my ECS colleagues to better understand the culture and day-to-day functioning of the Directorate. My priority will be to build bridges between the different units and foster a real team spirit as well as a sense of common purpose.

I know I can count on highly professional and dedicated staff. Together we will be able to take on the many and exciting challenges in the coming months and years.

Du nouveau à la CEB

Agenda 2015

9 avril : Réunion du Conseil de direction de la CEB (Paris)
17-19 avril : IMF & Banque mondiale – Réunions de printemps (Washington DC)
2-5 mai : Banque Asiatique de Développement - Réunion Annuelle (Baku)
14-15 mai : BERD – Réunion Annuelle (Tbilissi)
21 mai : Forum économique du Partenariat oriental (Riga)
25-29 mai : Banque Africaine de Développement – Réunion Annuelle (Abidjan)
30 juin : Programme régional de logement - Assemblée des Donateurs (Podgorica)

Brèves

La Direction Développement du Personnel & Services internes ainsi que le Cabinet du Gouverneur ont été remaniés, entraînant entre autres la réaffectation des équipes et la modification des intitulés. L'ensemble des changements dans les structures internes de la Banque, entrés en vigueur à compter du 30 mars 2015, sont précisés ci-après.

Mise en place d'une **Direction Ressources Humaines & Coopération Internationale – RH.**

Fusion des deux entités en charge de la passation des marchés, celle liée aux projets et l'autre opérant pour le compte propre de la Banque, pour former un **Département Passation des Marchés** élargi.

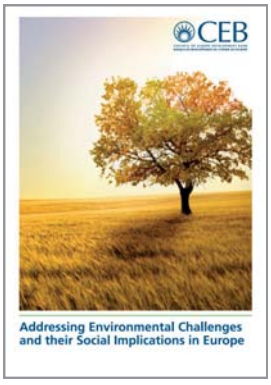
Création d'une nouvelle **Direction Technologies de l'Information & Passation des Marchés**, comprenant le Département Technologies de l'Information existant et le Département Passation des Marchés élargi.

Regroupement des responsabilités auparavant exercées par le Cabinet du Gouverneur et le Département Services Généraux & Sécurité pour créer le **Bureau Exécutif & Services Corporate.**

Réallocation des tâches liées aux interactions avec les agences de notation à travers la fusion du Département du Contrôle de Gestion et du Département Reporting Financier pour former le nouveau **Département Contrôle de Gestion & Information Financière.**.

Publications







Agenda 2015

9 April: Meeting of the CEB's Governing Board (Paris)
17-19 April: IMF & World Bank – Spring Meetings (Washington DC)
2-5 May: Asian Development Bank - Annual Meeting (Baku)
14-15 May: EBRD – Annual Meeting (Tbilisi)
21 May: Eastern Partnership Business Forum (Riga)
25-29 May: African Development Bank – Annual Meetings (Abidjan)
30 June: Regional Housing Programme - Assembly of Donors (Podgorica)

In brief

The Directorate for Human Development & Internal Services as well as the Cabinet of the Governor were reorganised, which involved inter alia the reassignment of teams and name updates. All the changes in the Bank's internal structure, with effect as of 30 March 2015, are listed below.

Setting up of a **Directorate for Human Resources & International HR Cooperation.**

Merging of the two procurement entities, Project-Related Procurement and Corporate Procurement, to form an enlarged **Department for Procurement.**

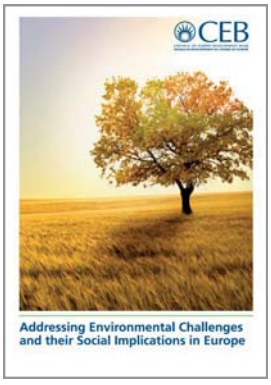
Creation of a new **Directorate for Information Technology & Procurement** comprising the existing Department for IT and the enlarged Department for Procurement.

Regrouping of responsibilities formerly covered by the Cabinet of the Governor and the Department of General Facilities & Security to create the **Executive Office & Corporate Services.**

Reallocation of tasks linked to the interaction with rating agencies through the merger of the Department of Controlling and the Department of Financial Reporting to form the new **Department for Controlling & Financial Information.**

Publications







CEB
COUNCIL OF EUROPE DEVELOPMENT BANK
BANQUE DE DEVELOPPEMENT DU CONSEIL DE L'EUROPE



A propos de la CEB ...

Fondée en 1956, la CEB (Banque de Développement du Conseil de l'Europe) compte 41 États membres, dont 22 pays d'Europe centrale, orientale et du Sud-Est formant les pays cibles de la Banque.
Instrument majeur de la politique de solidarité sociale en Europe, elle finance des projets sociaux en mettant à leur service des ressources levées dans des conditions reflétant la qualité de sa signature. Elle accorde ainsi des prêts à ses États membres, à des institutions financières et à des collectivités locales, pour le financement de projets dans le domaine social, conformément à son Statut.

About the CEB ...

Set up in 1956, the CEB (Council of Europe Development Bank) has 41 member states. 22 Central, Eastern and South Eastern European countries, forming the Bank's target countries, are listed among the member states.
As a major instrument of the policy of solidarity in Europe, the Bank finances social projects by making available resources raised in conditions reflecting the quality of its rating. It thus grants loans to its Member States, to financial institutions and to local authorities for the financing of projects in the social sector, in accordance with its Articles of Agreement.

55 avenue Kléber • FR-75116 PARIS
Tel: +33 (0)1 47 55 55 00 • Fax: +33 (0)1 47 55 03 38 • e-mail: info@coebank.org